

505 LMSH/10

3162

(1944)

A

Approvisionnement en traverses en 1944

Lettre S.N.C.F. a u M.T.P.

4. 5.44

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

Le Président  
du Conseil d'Administration

D 7115/2

Paris, le 4 mai 1944.

- COPIE -

Approvisionnement en  
traverses de la SNCF

Monsieur le Ministre,

632<sup>b</sup> 12 - 46  
139

Malgré la précarité de l'approvisionnement en traverses de la S.N.C.F. au cours des années précédentes, les besoins avaient pu, néanmoins, être assurés grâce aux mesures d'économie qui ont été prises et à la consistance des stocks existants, mais la diminution constante de ceux-ci et l'aggravation des difficultés rencontrées pour renouveler nos disponibilités nous amènent à attirer votre attention d'une manière très pressante sur la situation tout à fait critique dans laquelle nous risquons de nous trouver prochainement.

Le stock de traverses - qui était de 4 millions environ au 1<sup>er</sup> janvier 1941 - n'est plus que de 2<sup>M</sup>470 au 1<sup>er</sup> janvier 1944.

En évaluant, d'une part, au même chiffre qu'en 1943 - soit 1<sup>M</sup>600 - le nombre des traverses à recevoir des fournisseurs dans le courant de l'année 1944 et, d'autre part, à 2<sup>M</sup>700 les besoins pour l'entretien des voies principales et de service, et les travaux de renouvellement réduits au strict minimum, le stock au 1<sup>er</sup> janvier 1945 ne serait plus que de 1<sup>M</sup>570.

Mais cette évaluation sommaire est certainement trop optimiste pour les raisons suivantes :

Tout d'abord, le retard apporté par les Organismes compétents dans la notification des impositions aura vraisemblablement des répercussions sur l'exécution des fournitures. Sur le contingent total de 3<sup>M</sup>600 traverses attribué par le Répartiteur pour l'ensemble des besoins du territoire français (SNCF - Wehrmacht, Tiers) il n'est placé à l'heure actuelle que les 2/3 environ. Une proportion encore importante de fournisseurs n'a donc pas eu connaissance de leurs impositions, alors que près de la moitié de la campagne d'abattage est écoulée.

D'autre part, les fournisseurs rencontrent de plus en plus de difficultés pour faire face à leurs impositions : main-d'oeuvre, carburant, pneumatiques, aliments du bétail, etc... - Un indice

.....

Monsieur le Ministre, Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle  
et aux Communications.-



sérieux, qui traduit bien l'augmentation de ces difficultés, est donné par l'accroissement du volume des grumes qui nous sont offertes en remplacement de traverses. Enfin, dans certaines régions - notamment dans le Centre -, comme nous vous l'avons signalé par lettre du 18 janvier 1944, les attentats terroristes se multiplient contre les exploitants forestiers et entravent très sérieusement la production.

Par ailleurs, les demandes présentées par les autorités d'occupation étant à satisfaire en priorité, la part qui doit revenir à la S.N.C.F. se trouve réduite d'autant. C'est ainsi qu'au premier trimestre 1944 cette part n'a été que de 306.000 au lieu de 414.000 pour le trimestre correspondant de 1943.

D'autre part, les besoins probables ont été évalués, comme il a été indiqué ci-dessus, à des quantités voisines des consommations de 1943; or, ils ne tiennent pas compte des consommations exceptionnelles pour les travaux de réparation et de remise en état des destructions par faits de guerre qui ont augmenté ces derniers temps dans des proportions énormes et qui, par exemple, ont atteint 75.000 traverses en mars, chiffre qui sera dépassé en avril.

Les besoins de 1944 ne seront donc couverts que partiellement et il est certain que ceux de 1945 le seront encore moins.

Je crois, en conséquence, devoir vous demander, Monsieur le Ministre, de bien vouloir intervenir auprès de M. le Ministre de l'Agriculture pour que soient recherchées les mesures susceptibles d'accroître la production des traverses indispensables à l'entretien et à la remise en état des installations fixes du chemin de fer.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments de haute considération.

Le Président du Conseil d'Administration,

Signé : FOURNIER.